

Le 11/12/2012

Le Ministre chargé du budget en visite dans le Nord pour soutenir les agents victimes d'un braquage.

Vendredi 07 décembre matin, les organisations syndicales ont appris la visite de Mr Cahuzac à la trésorerie de Villeneuve d'Ascq. Elles ont demandé audience au Ministre pour lui rapporter les problèmes des agents de la DRFiP du Nord.

Une trentaine de militants a accueilli Mr Cahuzac Ministre en charge du budget à l'entrée du site.

Reçue par Mr Adam, conseiller à l'action sociale auprès du Ministre, l'intersyndicale a lu une motion.

Solidaires Finances Publiques a lu une autre motion qui reprenait les risques liés à nos missions mais aussi dénonçait les insupportables suppressions d'emplois.

L'entrevue a été suspendue le temps du discours du Ministre devant les médias présents.

Le Ministre a reconnu le travail fourni par les agents de la DGFIP, leurs mérites mais aussi leurs difficultés notamment au regard des violences croissantes à leurs égard.

Sur le point de la sécurité, Mr Cahuzac a annoncé un plan d'urgence qui comprends 6 axes:

1) Une campagne d'information sera mise en place a fin de rappeler que les fonctionnaires ont droit au respect dans le cadre de leur travail.

Pour cela, une affiche nouvellement créée a été dévoilée. Elle rappelle ce droit au respect et l'article de loi punissant les agressions envers les fonctionnaires ;

Une affiche dont Solidaires Finances Publiques Nord est à l'origine dans notre département . Aurait elle fait des émules au national ?.

La charte du contribuable sera également revue.

2) La deuxième solution est très importante puisqu'elle consiste à limiter les paiements en liquide à l'accueil en proposant le paiement par carte bancaire.

Ce mode de paiement n'était possible seulement pour les produits hospitaliers et locaux ainsi que les amendes.

Cette solution avait été proposée par Solidaires Finances Publiques lors du dernier CTL sur l'accueil.

3) mise en place d'un plan de sécurisation renforcé pour les locaux.

Dans sa motion, Solidaires Finances Publiques rappelait que des travaux urgents s'imposaient sur 15 sites du Nord.

4) Une politique de prévention sera très prochainement mise en place : stages de formations et élaboration d'un guide de procédures.

Sur ce point, le matin même, lors du groupe de travail du DUERP, Solidaires Finances Publiques s'est battu pour émettre l'idée de formation, notamment avec le CHSCT. C'est le cas à la Douane où des formations se tiennent animées par le SRPJ.

5) L'administration consolidera enfin son aide au personnel victime d'agression.

Les médecins de prévention seront sollicités. La liaison avec le procureur de la République sera plus soutenue et un référent sera nommé par département.

6) Enfin, un renfort de sécurisation de tous les personnels sera mis en place.

Un premier bilan de ce plan sera fait en juin 2013.

Le Ministre a ensuite laissé la parole aux personnes présentes pour les questions.

Après quelques questions d'ordre politiques de la part des journalistes, Solidaires Finances Publiques a été la seule organisation syndicale à interpeller le ministre sur les suppressions d'emplois et leur impact sur les conditions de travail et notamment sur la sécurité de l'accueil.

Il a répondu que les suppressions d'emplois relevaient d'un choix gouvernemental, mais que le plan qu'il propose répond à notre question sur la sécurité.

La visite chronométrée de Mr Cahuzac s'est rapidement terminée, et l'intersyndicale est retournée à l'audience avec le délégué social.

Sur les suppressions d'emplois, le délégué a répondu également que c'était un choix du gouvernement qui se traduisait par un arbitrage, que cet effort était important.

Dans certaines administrations, il y a des créations d'emplois mais elles doivent être financées par des suppressions dans d'autres administrations (comme la DGFIP) au nom de la stabilité budgétaire.

Sur la fraude fiscale dénoncée par Solidaires (+ 40 milliards d'euros), il a rappelé que le Ministre a stabilisé les postes en contrôle fiscal. Solidaires Finances Publiques lui a rappelé que le Nord est sous administré, pourtant c'est le 1er département de province en matière de suppressions d'emplois.

Sur les ZUS (zones urbaines sensibles), Mr Adam a affirmé ne pas connaître ce et être surpris qu'il ne soit pas appliqué. Un groupe de travail national est prochainement prévu.

Sur la sécurité, il a rappelé le discours du Ministre et son plan sécurité, en précisant qu'il y aurait un financement spécifique.

Ainsi un compte spécial lié aux encaissements des frais de gestion des radar par la TCA (trésorerie du contrôle automatisé) sera créé au profit de la sécurité.

Sur le 8^e échelon, son accès sans contingentement est une question Fonction Publique, à voir avec "un espoir raisonnable".

Sur le scannage des 2042, c'est le N² de la DGFIP du Nord qui a répondu.

Il a rappelé que l'expérimentation n'était qu'un test de scannage des 2042 et des documents, et ne portait pas sur l'impact dans les services.

Sur la journée de carence, le délégué social a rappelé que cela faisait partie du volet social et qu'il était plus pessimiste sur cette question par rapport au 8^e échelon.

Cela est une première étape. Il reste encore beaucoup de choses à faire sur les conditions de travail. Le délégué n'a pas répondu à notre question sur les réorganisations permanentes des structures. Dans le seul but de financer les suppressions d'emplois, celles-ci déstabilisent fortement les agents dans leurs missions et dans leurs conditions de travail.

En conclusion, le plan annoncé par le Ministre Mr Cahuzac, en charge du budget, reprend bien certaines idées proposées par Solidaires Finances Publiques du Nord dans différentes instances.

Le Ministre et son délégué social semblent avoir pris conscience de la difficulté des agents à travailler dans la sérénité, avec un stress permanent lié à la sécurité des postes mais aussi à la complexité des missions. Il reconnaît qu'il n'est pas normal, comme Solidaires l'a évoqué dans sa motion, que les agents viennent travailler la peur au ventre.